

(<http://www.haaretz.com/news/israel/.premium-1.659484>) d'un spectacle de danse censé être lancé à Tel Aviv et intégrant des clips vidéo filmés par B'Tselem depuis les territoires occupés.

Tzipi Hotovely, l'adjoint de Netanyahu au ministère des Affaires étrangères, a réitéré avec fermeté l'avertissement formulé mardi, selon lequel son gouvernement allait « agir contre les groupes qui opèrent contre Israël à l'intérieur du pays et à l'étranger ».

Breaking the Silence a répondu en critiquant la « campagne antidémocratique » du gouvernement.

Un projet de loi sur les ONG dans les tuyaux

Le différend avec la Suisse ressemblait à la première manche d'un mouvement plus global destiné à museler les groupes de défense des droits de l'homme, a déclaré Rina Rosenberg, chef du service d'assistance judiciaire d'Adalah, un centre juridique qui s'adresse aux citoyens palestiniens d'Israël.

« La direction vers laquelle ce gouvernement semble se tourner suscite une grande préoccupation, a-t-elle indiqué à MEE. Il semblerait qu'un grand combat nous attende. »

Les partis de la coalition ont spécifié dans leur accord le mois dernier qu'ils allaient faire avancer ce qui est qualifié de « projet de loi sur les ONG », ciblant les groupes considérés comme étant de gauche et pro-palestiniens. Ayelet Shaked, nouvelle ministre de la Justice, est le moteur de cette mesure.

Selon les médias israéliens, ce projet de loi pourrait contraindre les ONG à demander l'approbation (<http://www.haaretz.com/news/israel/.premium-1.655403>) des ministères de la Défense et des Affaires étrangères pour les financements reçus de la part de gouvernements étrangers. Cette manœuvre frapperait le plus durement les groupes de défense des droits de l'homme et les groupes pro-palestiniens.

Si cette législation est adoptée, la plupart de ces groupes aura du mal à survivre financièrement, a expliqué Rosenberg.

Dans la précédente Knesset, le gouvernement Netanyahu avait essayé d'adopter des mesures législatives contre les organisations de défense des droits de l'homme, avant de les bloquer suite aux protestations des gouvernements occidentaux. Il avait notamment été proposé de classer les groupes de gauche qui reçoivent des fonds de l'étranger comme étant des « agents étrangers ».

Dans le même temps, des groupes comme Rabbis for Human Rights et Physicians for Human Rights se sont vu refuser une exonération fiscale, ce qui limite ainsi leur capacité à lever des fonds, contrairement à des groupes d'extrême-droite qui ont bénéficié de l'exonération.

Rosenberg a expliqué que le nouveau gouvernement de Netanyahu semblait avoir appris sa leçon et évitait de recourir à une législation ouvertement politisée.

« Cette fois, on dirait qu'ils vont se montrer beaucoup plus intelligents, ce qui rend la situation plus dangereuse, a-t-elle précisé. En conditionnant les financements à l'autorisation du ministère de la Défense ou d'un comité de la Knesset, ils peuvent dire qu'ils suivent les pratiques adoptées dans des pays comme l'Égypte, la Jordanie et l'Inde. »

Rosenberg a affirmé craindre qu'Israël parvienne à déceler les critiques en affirmant qu'il est le seul pays à être montré du doigt.

Le « tsar » de la communication

Jafar Farah, du groupe Mossawa, a indiqué que Netanyahu cherchait également à « consolider son emprise sur les médias », un moyen supplémentaire de faire taire les critiques.

En plus d'être devenu ministre de la Communication, il s'est lui-même attribué la responsabilité de l'Israel Broadcasting Authority, le diffuseur national, et a accentué sa prise de contrôle du comité ministériel qui supervise la législation dans ce secteur.

Dans le cadre de l'accord de coalition, Netanyahu a insisté pour que ses partenaires s'engagent à soutenir toutes les initiatives de communication qu'il lancera.

Amir Teig, analyste des médias, a signalé (<http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/.premium-1.657618>) que Netanyahu était déterminé à devenir un « tsar de la communication ».

Quant à Yossi Verter, un analyste politique d'Haaretz, il a soutenu (<http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/.premium-1.657618>) que c'était « l'heure de la vengeance » pour Netanyahu. Ce dernier aurait été irrité par les médias qui l'ont dépeint sous un jour peu flatteur au cours de la campagne électorale.

Les chaînes de télévision menacées

Selon les analystes, l'objectif principal de Netanyahu est d'annihiler toute menace de restrictions planant sur le quotidien national Israel Hayom.

Les partenaires de coalition de Netanyahu dans la dernière Knesset ont dénoncé (<http://www.israelnationalnews.com/News/News.aspx/17907#.VXb66mABras>) le journal, le qualifiant de « Pravda » d'Israël, en référence à la publication officielle de l'ancien régime soviétique.

Netanyahu a convoqué des élections anticipées en novembre dernier, peu après que la Knesset a adopté en première lecture (<http://www.haaretz.com/news/israel/1.626043>) la législation visant à interdire la distribution nationale d'un journal gratuit afin de limiter l'influence d'Israel Hayom.

Ce journal, pour lequel Sheldon Adelson perd un montant estimé à 5 millions de dollars par an, a mis en difficulté Yediot Aharonot, principal journal payant, qui se montre critique envers Netanyahu.

Netanyahu s'est également servi de son rôle de ministre de la Communication pour rendre la vie difficile à deux chaînes de télévision commerciales déficitaires du pays, Channel 2 et Channel 10. Il n'a proposé aucun allègement de leurs lourdes dettes, alors que Channel 10 en particulier est menacé de fermeture.

Jafar Farah a expliqué que les menaces financières de Netanyahu étaient un moyen efficace d'intimider les sociétés de diffusion, qui reposent sur la publicité étatique.

Les juges prêts au combat

Concernant la Cour suprême, qui représente la juridiction d'appel de dernier recours pour les Palestiniens des territoires occupés et les minorités d'Israël, l'inquiétude grandit également.

Le mois dernier, Netanyahu en a choqué plus d'un dans la communauté juridique en nommant Ayelet Shaked, du Foyer juif, au poste de ministre de la Justice. Elle s'est montrée fortement critique envers la Cour, jugeant sa posture trop libérale.

Au sujet de sa nomination, un juge de la Cour suprême à la retraite a déclaré (<http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4654991,00.html>) : « Ils [le gouvernement] invitent au combat ».

Shaked est connue pour son souhait de refuser à la Cour suprême le droit d'annuler les lois et pour sa volonté de changer le système de nomination des juges afin que les magistrats de droite prennent l'ascendant.

« L'idée selon laquelle la Cour serait une institution libérale est un mythe », a déclaré Daphna Golan, professeur de droit spécialiste des droits de l'homme à l'université hébraïque de Jérusalem. « Elle est en fait très conservatrice et protège rarement les droits des Palestiniens, ce que soit dans les territoires occupés ou en Israël. »

« Mais pour Shaked et la droite, elle est trop militante et il faut l'affaiblir. »

Cette semaine, Shaked a présenté (<http://www.timesofisrael.com/israel-advances-bill-increasing-stone-throwers-sentence/>) son premier projet de loi en tant que ministre de la Justice, établissant une sentence de dix ans d'emprisonnement pour les personnes reconnues coupables d'avoir jeté des pierres. Les observateurs s'attendent à ce que la loi soit appliquée uniquement aux Palestiniens.

Golan a précisé que le danger était que face aux menaces du gouvernement, la Cour suprême se montre de plus en plus réticente à l'idée de faire respecter les droits de l'homme, ce qui retirerait ainsi une autre strate démocratique.

Jonathan Cook (<http://www.middleeasteye.net/fr/users/jonathan-cook>) -05 juin 2015

Traduction de l'anglais (original (<http://www.middleeasteye.net/news/analysis-netanyahu-waging-war-critics-home-213358141>)) par VEC Translation (<http://www.vectranslation.com/fr/index.php>).

Source : <http://www.middleeasteye.net/fr/analyses/netanyahu-d-clare-t-il-la-guerre-aux-d-tracteurs-dans-son-pays-140877572#sthash.y1LPWwA.dpuf> (<http://www.middleeasteye.net/fr/analyses/netanyahu-d-clare-t-il-la-guerre-aux-d-tracteurs-dans-son-pays-140877572#sthash.y1LPWwA.dpuf>)

       Tweet (<http://twitter.com/share>) ? 3

 Benjamin Netanyahu (), Cour suprême ()

Je soutiens Arrêt Sur Info
(<http://arretsurinfo.ch/donations/>)

• Accueil (<http://arretsurinfo.ch/accueil/>)

• A propos (<http://arretsurinfo.ch/qui-sommes-nous/>)

• Pourquoi une donation ? (<http://arretsurinfo.ch>)

 OTAN
(<http://arretsurinfo.ch/tag/otan/>) Propagande
(<http://arretsurinfo.ch/tag/propagande/>)
Résistance palestinienne
(<http://arretsurinfo.ch/tag/resistance-palestinienne/>)
Sanctions (<http://arretsurinfo.ch/tag/sanctions/>) Stratégie de la tension (<http://arretsurinfo.ch/tag/strategie-de-la-tension/>) Syntax
(<http://arretsurinfo.ch/tag/syntax/>) Terrorisme israélien
(<http://arretsurinfo.ch/tag/terrorisme-israelien/>)
Terrorisme takfiri (<http://arretsurinfo.ch/tag/terrorisme-dijhadiste/>) Vladimir Poutine
(<http://arretsurinfo.ch/tag/vladimir-poutine/>)

- International (<http://arretsurinfo.ch/category/international/>)
- Politique (<http://arretsurinfo.ch/category/politique/>)
- Médias (<http://arretsurinfo.ch/category/medias/>)
- Société (<http://arretsurinfo.ch/category/societe/>)
- Culture (<http://arretsurinfo.ch/category/culture/>)
- Vidéos (<http://arretsurinfo.ch/category/videos/>)
- Silviacattori.net (<http://silviacattori.net/>)
- Charte d'Arrêt sur info (<http://arretsurinfo.ch/page-d-exemple/>)
- Participer (<http://arretsurinfo.ch/blog/>)
- Auteurs référencés (<http://arretsurinfo.ch/auteurs/>)
- Contact (<http://arretsurinfo.ch/contact/>)
- Pourquoi une donation-2/ (<http://arretsurinfo.ch/proposez-vos-traductions-2/>)
- Proposez vos traductions (<http://arretsurinfo.ch/proposez-vos-articles/>)

© 2015 Arrêt sur Info. All Rights Reserved.

